

MISSION LOCALE
PARIS TERRES D'ENVOL

22 AVENUE ALBERT EINSTEIN
93 150 LE BLANC-MESNIL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice **clos le 31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A la date de signature du présent rapport, je n'ai pas eu connaissance du rapport de gestion et des documents à caractère financier remis aux membres, en vue de l'Assemblée Générale.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de l'association.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, Le
2 Juillet 2024



Fabrice ATTOUMO
COMMISSAIRE AUX COMPTES

MISSION LOCALE PARIS TERRES D'ENVOL

**ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2023**

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	62 255	45 322	16 933	35 101
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	862 542	535 028	327 515	254 786
	Immobilisations corporelles en cours	236 736		236 736	
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	2 000		2 000	2 000
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	1 163 533	580 350	583 184	291 887
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				7 176
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 436 355		1 436 355	996 859
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 811 893		1 811 893	2 170 270
	Charges constatées d'avance	29 488		29 488	17 978
	TOTAL (II)	3 277 736		3 277 736	3 192 283
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 441 270	580 350	3 860 920	3 484 170

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	181 389	181 389
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	140 000	140 000
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	638 563	638 563
	Report à nouveau	1 159 815	703 948
	Excédent ou déficit de l'exercice	484 474	455 867
	Total des fonds propres (situation nette)	2 604 241	2 119 767
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	6 995	20 233
	Provisions réglementées	82 337	82 337
	Total des autres fonds propres	89 332	102 570
	Total des fonds propres	2 693 573	2 222 337
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	106 391	158 980
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		417
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	106 391	159 397
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	21 890	22 066
	Total des provisions	21 890	22 066
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		399
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 770	123 582
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	290 559	214 692
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 050	372 793
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	625 688	368 904
	Total des dettes	1 039 066	1 080 370
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 860 920	3 484 170
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	484 473,94	455 867,43
	(1) Dont à moins d'un an	1 039 066	1 080 370
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		399

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		5 903
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 978 247	1 974 912
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	83 510	181 145
	Utilisations des fonds dédiés	79 006	538 248
	Autres produits	83	1 095
	Total des produits d'exploitation	3 140 846	2 701 303
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	748 443	739 323
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	103 760	64 017
	Salaires et traitements	1 161 503	898 757
	Charges sociales	476 635	392 870
	Dotation aux amortissements et dépréciations	150 524	124 368
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	26 000	73 550
	Autres charges	26 348	27 438
	Total des charges d'exploitation	2 693 212	2 320 322
RESULTAT D'EXPLOITATION		447 634	380 981

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		447 634	380 981
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 165	2 735
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		7 165	2 735
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		7 165	2 735
RESULTAT COURANT avant impôts		454 799	383 715
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	18 745	71 679
	Sur opérations en capital	13 238	13 238
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		31 984	84 917
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	735	12 184
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		735	12 184
RESULTAT EXCEPTIONNEL		31 249	72 734
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 574	582
TOTAL DES PRODUITS		3 179 994	2 788 955
TOTAL DES CHARGES		2 695 520	2 333 088
EXCEDENT ou DEFICIT		484 474	455 867
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			129 684
Bénévolat		31 402	45 278
TOTAL		31 402	174 962
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		31 402	45 278
Mise à disposition gratuite de biens			129 684
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		31 402	174 962

ANNEXE

1/ DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Présentation de l'entité

La Mission Locale a été créée le 17 décembre 2021, avec pour ambition de regrouper l'ensemble des Communes de l'EPT Paris Terres d'Envol, souhaitant y adhérer, pour accompagner les jeunes sortis du système scolaire.

Les communes du périmètre ayant adhéré au 1^{er} janvier 2022 sont Drancy, Le Blanc-Mesnil, le Bourget et Dugny.

La Mission Locale de Paris Terres d'Envol a ainsi bénéficié de 2 apports partiels d'actifs :

- Le premier pour Drancy et Le Blanc-Mesnil, pour lesquelles la Mission Locale de la Mire a apporté les actifs correspondant à l'accompagnement des jeunes de ces deux communes
- Le second pour Dugny et le Bourget pour lesquelles l'apport a été réalisé par la Mission Locale Intercommunale de la Courneuve.

Les deux apports partiels d'actifs ont fait l'objet de traités entérinés par l'assemblée générale de la Mission Locale Paris Terres d'Envol le 13 juillet 2022. ; ils comportaient une clause de rétroactivité au 1^{er} janvier 2022.

La Mission Locale met en œuvre un accompagnement socioprofessionnel pour les jeunes de 16 à 25 sortis du système scolaire. Celui-ci se décline par un travail avec le jeune, sur son parcours, son environnement et les problématiques qu'il peut rencontrer. Les conseillers socioprofessionnels les accompagnent donc sur les champs liés à l'accès à l'emploi et à la formation sans occulter les problématiques sociales auxquelles ils sont confrontés.

Les objectifs globaux de la ML PTE se déclinent comme suit :

- Accueillir, informer, orienter et accompagner les jeunes de 16 à 25 ans non scolarisés dans la résolution de l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle,
- Construire avec ces jeunes des parcours personnalisés d'insertion socio-professionnelle en visant l'accès à l'autonomie,
- Favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou de compléter les actions d'insertion conduites par ceux-ci,
- Contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre, dans sa zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.
- Développer des actions relatives à l'emploi et renforcer le partenariat avec le tissu économique du Territoire.
- Mettre les œuvre les dispositifs et les politiques de l'emploi.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

- Le dispositif CEJ – Contrat d'Engagement Jeune

Poursuite du dispositif ayant démarré en 2022.

L'objectif fixé par l'Etat en 2023 était de 570 jeunes à intégrer

L'objectif a été dépassé par les équipes de la MLPTE, avec 1093 jeunes intégrés au CEJ

- Autres évènements

- La MLPTE a ouvert une nouvelle antenne sur la commune de Dugny, conformément aux engagements pris auprès de la commune.
- La scission informatique avec la LYR a été entérinée en septembre 2023

1.3. Événements postérieurs à la clôture

- La MLPTE a débuté des travaux fin 2023 afin d'ouvrir une nouvelle antenne sur la ville du Bourget, conformément aux engagements pris auprès de la commune

2/ REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Référentiel comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2. Conventions générales

L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du Plan comptable général et les prescriptions du règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3. Durée et période de l'exercice comptable

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

2.4. Changements comptables

2.4.1. Changement de réglementation comptable :

Néant

2.4.2. Changement de méthodes à l'initiative de l'entité :

Néant

3/ NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

3.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Logiciel : 1 à 3 ans
- Installations générales : 3 à 10 ans
- Matériel bureautique et informatique : 2 à 5 ans
- Mobilier : 2 à 10 ans

3.2. Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par la valeur d'acquisition qui comprend, après déduction des remises, rabais et escomptes de règlement.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur nominale, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

3.3. Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition.

Les dépréciations sont faites pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

4/ NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

4.1. Fonds propres

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes 2022, l'excédent de l'exercice 2022 est affecté au report à nouveau.

Les fonds propres s'établissent à 2 693 573 €.

4.2. Fonds dédiés

Les opérations comptabilisées en fonds dédiés correspondent pour une partie à des fonds dédiés issus de l'apport partiel d'actif de la MIRE et sont les suivantes :

- 2014 – CG – Permis
- 2014 – DRIHL – Hébergement Urgence
- 2015 – Etat – Emploi et mobilité GJ
- 2020 – CPO – Etat – Adultes relais
- 2022 – Région – Parrainage
- 2022 – DRIETS – Parrainage

Et pour l'autre partie à des fonds dédiés 2023 :

- 2023 – QPV

Ces subventions n'ont pas pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris lors de la signature de la convention. Le détail figure dans le tableau de variation des fonds dédiés.

Au regard des évolutions du conventionnement CEJ, la part de la subvention perçue en 2023 à ce titre et non encore utilisée au 31 décembre 2023 n'a pas été comptabilisée en fonds dédiés. Des produits constatés d'avance ont été enregistrés.

4.3. Subvention d'investissement

- Suite aux apports partiels d'actif de La Mire et de la MLI La Courneuve, les subventions d'investissement perçues s'établissent à 59.947 € ; elles correspondent au financement du matériel informatique.

Celles-ci sont reprises au rythme de l'amortissement des matériels concernés par les subventions.

4.4. Provisions pour risques et charges

Néant

4.5. Subventions à reverser

Néant

5/ NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1. *Ventilation des concours publics et subventions* (Article 431-9 du règlement ANC N° 2018-06)

	2023
ETAT	2 339 015,47
Etat - Globalisation CPO + GJ - Ajust 2019	
SOCLE	532 202,00
PRIME DE FUSION	53 118,00
OBLIGATION FORMATION	38 878,97
CEJ - OBJECTIF 570	1 011 750,00
CEJ - >OBJECTIF 526	933 650,00
SOLDE 2022	26 200,00
PCA	-625 687,50
EXT. PCA	368 904,00
POLITIQUE DE LA VILLE	26 000,00
LE BOURGET - AAP Entreprise à vos pieds - subvention municipale	500,00
DUGNY - AAP Entreprise à vos pieds - subvention municipale	500,00
DRANCY - AAP Entreprise à vos pieds - subvention municipale	2 000,00
AAP Entreprise à vos pieds - subvention municipale	23 000,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL	83 800,00
Accompagnement jeunes ASE	75 000,00
Aide exceptionnelle	8 800,00
REGION IDF	129 443,58
Subv. Liée activité 2022	19 843,58
Subv. Liée résultats 2023	109 600,00
VILLES	172 190,00
Drancy - Annulation 2022	-66 240,00
Dugny - Annulation 2022	-29 150,00
Le bourget - Annulation 2022	-28 800,00
EPT - REGUL 2022	148 190,00
EPT	148 190,00
POLE EMPLOI	120 099,60
PPAE	120 099,60
ACTIONS SPECIFIQUES	41 222,00
Convergence 93 - Nuitées	2 472,00
ARS - Renouvellement accompagnement psy	15 750,00
ARS - CEJ jeune en rupture	23 000,00
CONTRATS AIDES	66 476,26
ASP - CUI/CAE	58 476,26
AIDE CONTRAT PROFESSIONNALISATION	8 000,00
TOTAL	2 978 246,91

5.2. *Subventions d'exploitation*

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées à leur date de notification par les financeurs, et affectées à la mise en œuvre des missions sociales. L'accord de financement conclu entre l'association et les financeurs définit la période de référence, les activités financées, et les obligations de justifications des dépenses engagées dans la réalisation de ces activités.

La part du financement à comptabiliser en produits de l'exercice est déterminée :

- Soit à partir du rapport financier lorsque celui-ci est terminé avant la clôture des comptes. Dans ce cas, la somme à affecter en produits est déterminée par les dépenses justifiées,
- Soit par une évaluation des dépenses « justifiables » engagées dans la période de référence, lorsque le rapport financier n'a pas été établi avant la clôture des comptes. C'est le cas notamment des financements pluriannuels.

5.3. Engagements en matière de pensions et d'indemnités de départ à la retraite du personnel

Le code du travail et la convention collective dont dépend l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Aucun accord particulier y dérogeant n'a été signé.

Au 31 décembre 2023, la provision pour engagement de retraite est comptabilisée en « provision pour charges ». Le montant des droits acquis par les salariés s'élève à 21.890 € (selon le calcul de la dette actuarielle).

Critères : Méthode de calcul : ANC 2021 – Table de mortalité : Table réglementaire TV88/90 - Taux de rotation du personnel : 5 % - Taux d'augmentation des salaires : 1 % - Taux d'actualisation : 3.17 % - Proratisation des droits acquis à la clôture.

5.4. Rémunération des dirigeants

Les trois personnes entrant dans le champ d'application de la loi sont :

- Le Président,
- Le Trésorier,
- Le Directeur de l'association.

Seul le Directeur de l'association bénéficie d'une rémunération. Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 8.244 €.

5.6. Effectifs

Catégorie	Nombre de salariés temps plein	Nombre de salariés temps partiel	Total Salariés	Equivalents Temps Plein
Cadre	3	0	3	3
Non cadre	33	2	35	34,71
Total	36	2	38	37,71

6/ INFORMATION CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (bénévolats, mise à disposition...)

Nous bénéficions de contributions volontaires en nature de la part des villes et de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol.

Chèques Mobilités : le total pour l'année 2023 est de 31.401,69 €.

Contribution Ville de Drancy : non communiqué.

Contribution ville de Blanc Mesnil : non communiqué

Contribution ville Le Bourget : non communiqué

Contribution ville de Dugny : non communiqué

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	62 255					62 255
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	62 255					62 255
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	208 016		75 279			283 295
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	449 442		129 806			579 247
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			236 736			236 736
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	657 458		441 820			1 099 278
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	2 000					2 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 000					2 000
TOTAL		721 713		441 820			1 163 533

Amortissements

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	27 154	18 168		45 322
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27 154	18 168		45 322
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	141 121	22 273		163 394
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	261 551	110 083		371 634
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	402 672	132 356		535 028
TOTAL		429 826	150 524		580 350

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	82 337			82 337
	PROVISIONS REGLEMENTEES	82 337			82 337
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	22 066		176	21 890
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	22 066		176	21 890
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		104 403		176	104 227
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				176	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

--

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	181 389				181 389
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	140 000				140 000
Autres réserves	638 563				638 563
Report à nouveau	703 948	455 867			1 159 815
Excédent ou déficit de l'exercice	455 867	(455 867)	484 474		484 474
Situation nette	2 119 767		484 474		2 604 241
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	20 233			13 238	6 995
Provisions réglementées	82 337				82 337
TOTAL	2 222 337		484 474	13 238	2 693 573

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés 01/01/2023	Utilisations	Engagement à réaliser sur nouvelles ress. affectées	Fonds dédiés clôture 31/12/2023
Subventions d'exploitation	158 980	78 589	26 000	106 391
<u>Année 2014 :</u>				
- CG - Permis de conduire	2 000			2 000
- DRIHL - Hébergement Urgence	5 866	2 925		2 941
<u>Année 2014 :</u>				-
- Etat - Emploi et mobilité GJ	58 675			58 675
<u>Année 2021 :</u>				-
- CPO - Etat - Adultes relais - 2 postes	18 889	18 889	-	0
<u>Année 2022 :</u>				-
- CPO - Etat - Adultes relais - 2 postes	40 000	40 000		-
- Région - Parrainage	16 775	8 388		8 388
- DRIEETS - Parrainage	16 775	8 388		8 388
<u>Année 2023 :</u>				-
- QPV			26 000	26 000
Contributions financières d'autres org.	417	417	-	0
<u>Année 2018 :</u>				-
- Agefiph - SUBV. B	59	59		0
- Agefiph - SUBV. A	358	358	-	0
- Agefiph - SUBV. C				-
Resources liées à la générosité du public	-	-	-	-
				-
				-
TOTAL	159 397	79 006	26 000	106 391

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	59 947			59 947
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	59 947			59 947
Quotes-parts virées au compte de résultat	39 714	13 238		52 952

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2023

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	600	600	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 342	1 342	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 367 370	1 367 370	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	67 043	67 043	
	Charges constatées d'avance	29 488	29 488	
TOTAL DES CREANCES		1 465 843	1 465 843	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2023

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	115 770	115 770		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	89 137	89 137		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	170 548	170 548		
	Impôts sur les bénéfices	1 574	1 574		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	29 300	29 300		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	7 050	7 050		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	625 688	625 688		
TOTAL DES DETTES		1 039 066	1 039 066		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		183 268
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		34 485
Fournisseurs - fact. non parve	34 485	
Dettes fiscales et sociales		148 783
Dettes prov. congés payés	88 950	
Charges sur congés à payer	44 093	
Organismes - Autres charges à	15 740	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		1 423 633
Autres créances		1 423 633
<i>Frss-R.R.R. à obtenir</i>	377	
<i>Organismes - Prod. à recevoir</i>	1 342	
<i>Etat - Subventions à recevoir</i>	933 650	
<i>Subvention à recevoir - Région</i>	120 580	
<i>Sub. à recevoir - Conseil Géné</i>	16 760	
<i>Subvention à recevoir</i>	296 380	
<i>Produits à recevoir</i>	54 544	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			29 488
IJSS		1 083	
STEEPLE		2 640	
XEROX		2 089	
WORKPLACE		5 733	
DOLCE VISTA		10 741	
AMET		4 838	
JAE		512	
FRS DIVERS		1 852	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			29 488

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION CEJ 2023			625 688	625 688
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				625 688

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		31 984
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		18 745
<i>Produits exceptionnels sur opé</i>	<i>15 587</i>	
<i>Produits /exo antérieurs</i>	<i>3 158</i>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		13 238
<i>Quote-part subv.résultat</i>	<i>13 238</i>	
Total des charges exceptionnelles		735
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		735
<i>Pénalités</i>	<i>108</i>	
<i>Charges /exercices antérieurs</i>	<i>627</i>	
Résultat exceptionnel		31 249

Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2023

HUMANIS - MHP	7 016
CPAM	131
UNIFORMATION	42 226
REMB MENAGE ACCELERATEUR	27 657
Divers	6 304
TOTAL	83 334